

il a semblé proposer que la surtaxe soit abolie et que les impôts sur le revenu soient réduits d'environ 6 p. 100. C'était sans doute en sus de l'abolition de la taxe de vente sur les matériaux de construction. Ma foi, le coût de ces réductions de taxes s'établirait ainsi qu'il suit. L'élimination de la surtaxe de 3 p. 100 coûterait 240 millions de dollars, une réduction de 6 p. 100 de l'impôt sur le revenu des particuliers coûterait 310 millions au Trésor et naturellement, la même réduction pourrait représenter des frais de 135 millions aux provinces.

En outre, l'abolition de la taxe de vente sur les matériaux de construction coûterait 360 millions, et si le chef de l'opposition a l'intention de faire bénéficier les sociétés comme les particuliers de cette réduction de 6 p. 100 de l'impôt sur le revenu, le Trésor perdrait 118 millions de dollars de plus. En d'autres termes, le coût total de ces suggestions pour le Trésor, si leur était donné suite, s'établirait à 1,163 millions ou 1.04 milliard, sans parler de la réduction de 6 p. 100 de l'impôt sur les sociétés.

Le Nouveau parti démocratique a reconnu que l'inflation pose un problème grave et qu'il faut employer des restrictions fiscales et monétaires pour aider à la juguler. Néanmoins, les membres de ce même parti ont continué à exhorter le gouvernement à favoriser une expansion massive au moyen des politiques fiscales et monétaires actuelles, ce qui produirait un effet contraire. Ils ont laissé entendre qu'on pourrait venir à bout de l'inflation en imposant des contrôles sur les prix et les revenus, même si, récemment, ils ont changé d'avis là-dessus.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Pas du tout.

Une voix: Que penser des chômeurs?

M. Mahoney: Vous allez avoir l'occasion de préparer votre manifeste avant le congrès pour la chefferie. Nous avons écouté avec un vif intérêt le discours d'essai. Nous remarquons que le parti conservateur et les ouvriers syndiqués s'opposent vigoureusement à l'imposition de contrôles—ce qui a peut-être quelque chose à voir, ou n'en a pas du tout, avec le changement de tactique du NPD. Le gouvernement a résisté aux pressions et n'a pas appliqué de contrôles à cause des répercussions défavorables qu'ils auraient sur la croissance économique en raison d'une intervention aussi énergique dans les mécanismes de l'économie des marchés.

Des voix: Expliquez-vous.

M. Mahoney: Accroître davantage les dépenses, comme le proposait le NPD, en vertu des programmes d'assistance sociale, de capitalisation et de développement économique aurait nécessité des milliards de dollars. A part l'abolition de la taxe de vente, le NPD n'a jamais proposé de réductions générales d'impôt avant le budget, bien qu'il ait insisté pour que le gouvernement multiplie les occasions de dépenser. Cependant, depuis le budget, le NPD renchérit sur les conservateurs en fait de propositions de réductions d'impôt. Le chef adjoint du parti a prétendu que l'impôt sur le revenu des particuliers devrait être réduit de 10 à 15 p. 100...

M. Nystrom: A l'exception du vôtre.

M. Mahoney: ...ce qui représenterait pour les gouvernements fédéral et provinciaux entre 1.1 et 1.7 milliard de dollars de perte de revenu, en plus d'une réduction

[M. Broadbent.]

proportionnelle des paiements de péréquation versés aux provinces. Là encore, l'abolition de la taxe de vente sur les matériaux de construction qu'on avait aussi recommandé, mettrait le Trésor à court d'un autre montant de 360 millions de dollars. Si nous prenons le chiffre de 15 p. 100 suggéré par le député de York-Sud (M. Lewis), la diminution d'impôts se chifferrait par plus de 2 milliards.

M. Nystrom: Hourra!

M. Mahoney: Pour sa part, le député de Waterloo (M. Saltsman) a proposé d'augmenter l'exemption des célibataires à \$2,000 et celle des gens mariés à \$4,000. D'après les recettes fiscales de 1969, il en coûterait 1,750 millions au Trésor fédéral et 500 millions aux provinces. Il a dit, même s'il a été vague à ce sujet, que ceux qui ont un revenu moyen devraient jouir d'une exonération fiscale. Que le député de Waterloo se préoccupe ainsi des gens à revenu moyen est quelque chose de nouveau, surtout pour les députés qui ont eu le plaisir de siéger avec lui au comité des finances au cours de la dernière année lors de l'étude du Livre blanc sur la réforme fiscale. En effet, le député ne nous a pas dit quelle réduction ou quel changement du taux il envisageait pour les gens à revenu moyen, et il est donc impossible d'évaluer le coût de cette proposition.

Il est difficile de voir où on veut en venir avec cette recommandation générale voulant qu'on allège le fardeau des gens à revenu moyen. Nous n'avons pas non plus de définition de ce qu'est un «revenu moyen», malgré les efforts qu'a déployés l'honorable député pour tenter d'en obtenir une des témoins qui se sont succédés devant le comité des finances l'an dernier. Peut-être voudra-t-il préciser bientôt sa pensée là-dessus. L'honorable député a aussi dit que ce budget était de la démente au point de vue économique. Il faudrait considérer cela un peu comme un avis d'expert, et le confronter avec la position défendue par le NPD, ce qui serait en fait l'acte d'un gouvernement qui a perdu l'esprit.

Le gouvernement a proposé depuis le dernier budget une série de mesures dont l'effet total a été fortement expansionniste. Le gouvernement aurait pu réduire les impôts au lieu d'orienter les dépenses vers les régions à croissance lente et à chômage élevé. Mais cela aurait profité surtout aux régions déjà beaucoup plus prospères et connaissant un chômage beaucoup moindre. Ces avantages ne se seraient fait sentir dans les régions défavorisées que lentement et partiellement. L'attitude adoptée par le gouvernement suit la voie préconisée par l'OCDE dans le rapport soumis le mois dernier aux ministres du Comité de la politique économique, à savoir que:

Là où le chômage atteint des niveaux inacceptables, il faudrait envisager la possibilité de prendre des mesures sélectives visant les secteurs où le chômage est élevé plutôt que d'augmenter indistinctement les dépenses publiques ou de pratiquer des allègements fiscaux appliqués à la généralité.

Comme l'a précisé le ministre des Finances (M. Benson) dans son exposé budgétaire, il y a des limites réelles que le gouvernement ne peut outrepasser en adoptant une politique d'expansion sans risquer de créer une nouvelle vague d'inflation. L'une des leçons à tirer des années soixante, c'est qu'il est dangereux d'augmenter les réserves monétaires pour financer des déficits massifs de